



**RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS  
BUDGETAIRES**

**2017**

**EXPOSE POUR LE  
CONSEIL MUNICIPAL DU 9 NOVEMBRE 2016**

## SOMMAIRE

|                        |             |
|------------------------|-------------|
| <b>Préambule</b> ..... | <b>p. 3</b> |
|------------------------|-------------|

### **Contexte général (législatif, financier, territorial)**

|   |                 |
|---|-----------------|
| <b>I L'Etat</b> .....   | <b>p. 4 à 6</b> |
| <b>II La Ville : les engagements de l'équipe municipale</b> ..... | <b>p. 6 - 7</b> |

### **Situation financière de la Ville**

#### **A La masse salariale**

|                                   |                  |
|-----------------------------------|------------------|
| <b>I Personnel communal</b> ..... | <b>p. 8 à 10</b> |
| <b>II Mutualisation</b> .....     | <b>p. 10</b>     |
| <b>III Synthèse</b> .....         | <b>p. 11</b>     |

#### **B La dette communale** .....

#### **C La fiscalité locale**

|  |                   |
|--|-------------------|
| <b>I Taux communaux</b> .....              | <b>p. 13</b>      |
| <b>II Taux extérieurs principaux</b> ..... | <b>p. 14</b>      |
| <b>III Les bases locales</b> .....         | <b>p. 14 - 15</b> |
| <b>IV Synthèse</b> .....                   | <b>p. 15</b>      |

#### **D Les dotations**

|  |              |
|--|--------------|
| <b>I Dotation Globale de Fonctionnement (AC)</b> .....                                   | <b>p. 16</b> |
| <b>II Attribution de Compensation (DSC)</b> .....  | <b>p. 16</b> |
| <b>III Dotation de Solidarité (DSC) Fonds de Péréquation intercommunale (FPIC)</b> ..... | <b>p. 17</b> |

#### **E Ratios, capacité financière**

|   |              |
|---|--------------|
| <b>I Ratios budgétaires Ville</b> .....               | <b>p. 18</b> |
| <b>II Les capacités financières de la Ville</b> ..... | <b>p. 19</b> |

### **Les projets municipaux 2017**

#### **A Section de fonctionnement**

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>I Les recettes</b> .....                                     | <b>p. 20</b>      |
| <b>II Les dépenses</b> .....                                    | <b>p. 20 - 21</b> |
| <b>III Les masses budgétaires des excices 2013 à 2017</b> ..... | <b>p. 21</b>      |

#### **B Section d'investissement**

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>I Les recettes</b> .....                                       | <b>p. 22</b>      |
| <b>II Les dépenses</b> .....                                      | <b>p. 22 - 23</b> |
| <b>III Les masses budgétaires des exercices 2013 à 2017</b> ..... | <b>p. 24</b>      |

## PREAMBULE

Le **Rapport d'Orientations Budgétaires** (ROB) constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des Collectivités Locales. Il précède l'élaboration du Budget Primitif et les Décisions modificatives. La clôture du cycle se concrétisant par le vote du Compte Administratif.

Conformément aux articles, L. 2312-1, L. 2312-2, L. 2312-3 du Code des Collectivités Territoriales, la tenue d'un ROB est **obligatoire** dans les communes de plus de 3500 habitants. Il se déroule dans les conditions fixées à l'article 17 du règlement intérieur de la Ville d'Amilly (approuvé en séance de Conseil municipal du 24/09/2014) et conformément à l'article L.2121-8 CGCT.

Le rapport doit être présenté **dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif**. Pour l'exercice 2017, le vote du budget est prévu le 7 Décembre 2016.

Le ROB doit permettre à l'assemblée délibérante d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Ville. Il doit permettre une vision précise des finances de la Ville et des orientations poursuivies.

La Loi NOTRe (Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République) en son article 107 a voulu accentuer l'information des conseillers municipaux et donc substituer le ROB au DOB en complétant notamment les dispositions relatives au contenu du débat, le formalisme restant à l'appréciation des collectivités.

Le débat doit s'effectuer sur la base d'un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, l'évolution des taux de fiscalité locale ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Pour les Communes de +10 000 habitants, ce rapport doit également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que préciser l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le ROB n'a pas vocation à se substituer au vote du budget où l'ensemble des recettes et des dépenses sont présentées. La présente note a donc pour objet de fournir des éléments utiles à la réflexion en vue de la prochaine séance du Conseil Municipal et constitue une opportunité de présenter les orientations de l'année à venir et de rappeler la ligne de conduite et les objectifs de long terme de la municipalité.

Le ROB doit donner lieu à débat, dont il sera pris acte par une délibération spécifique. Ce rapport devra être transmis au Représentant de l'Etat dans le Département mais également au Président de l'EPCI dont est membre la Commune (*et vice-versa*). De même, ces informations devront désormais faire l'objet d'une publication sur le site de la Ville.

## CONTEXTE GENERAL (LEGISLATIF, FINANCIER, TERRITORIAL)

### I – L'ETAT

Cette année encore, la préparation du Budget Primitif s'inscrit dans un contexte national incertain et fragile, tant au niveau économique et financier que social, après la lourde baisse des dotations estimée en moyenne à 10% des ressources annuelles, avec un relèvement de taux des impôts locaux de 1,6% en moyenne contre une chute des investissements d'environ 20% en 2 ans.

Les ajustements proposés dans le Projet de Loi de Finances 2017 (PLF), présenté en Conseil des Ministres le 28 Septembre dernier, ne satisfont pas les associations d'élus locaux mais pouvait-on s'attendre à plus favorable en période pré-électorale.

Toutefois, ce projet intègre les annonces du Président de la République devant le congrès de l'Association des Maires de France (AMF), à savoir la division par deux de la Contribution au Redressement des Finances Publiques (CRFP) du bloc communal, passant ainsi de 2 milliards à 1 milliard d'euros, et des mesures d'équité avec le renforcement de la péréquation ainsi que le maintien du fonds d'aide à l'investissement.

Le PLF est un budget d'ajustement dont les collectivités devront supporter une troisième tranche consécutive de réduction des dotations de l'Etat au titre de la poursuite de l'effort de rétablissement de l'équilibre des finances publiques, se traduisant au niveau des collectivités locales par une nouvelle baisse drastique de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). De plus, celui-ci contient plusieurs dispositions techniques visant à accompagner la réforme territoriale.

L'enveloppe des concours de l'Etat aux Collectivités Locales qui a été stabilisée en 2013 pour la troisième année consécutive avant d'être réduite en 2014 de 1,5 milliard d'euros, puis de 3,67 milliards d'euros en 2015 et 2016, est ramenée à 2,63 milliards d'euros. Elle s'ajoute donc aux 5,2 milliards supprimés précédemment pour atteindre 7,8 milliards d'euros en 2017.

Cette réduction se répartit comme suit : -1,035 milliard pour le bloc communal (dont -310,5 pour les intercommunalités), -1,148 milliard pour les départements et -451 millions pour les régions. La répartition de l'effort au sein du bloc communal reste inchangée, soit 70% pour les communes (725 M€) et 30% pour les EPCI (310,5 M€).

Au titre de la péréquation verticale, la progression s'établit à hauteur de 317 millions d'euros dont 180 millions de Dotation de Solidarité Urbaine (2,09 milliards d'euros de DSU), 117 millions de Dotation de Solidarité Rurale (1,36 milliard d'euros de DSR) et 20 millions de dotation de péréquation des départements, auxquels s'ajoutera le fonds d'urgence de 200 millions d'euros.

Quant au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC), qui était de 780 millions en 2015 et de 1 milliard en 2016, il est maintenu pour 2017 à son niveau de 2016 au regard de l'évolution de la nouvelle carte intercommunale et ses conséquences sur la répartition et contribution au FPIC non « finalisée ». Il est précisé que l'objectif d'un fonds doté de 1,2 milliard, qui augmenterait le taux de participation de certaines collectivités, est reporté d'un an.

Concernant le fonds de soutien à l'investissement local, celui-ci passe de 1 milliard à 1,2 milliard mais ne suffira pas à retrouver une croissance nominale du PIB qui s'élève aujourd'hui à un peu moins de 1% contre 4% en moyenne entre 2000 et 2007 ou contre 1,5% de 2011 à 2015. La répartition concerne 600 millions d'euros affectés sur les priorités partagées entre l'état et les collectivités ; les 600 millions restants sont octroyés pour les bourgs-centres dont 216 millions au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) afin que cette dernière atteigne 1 milliard d'euros l'an prochain.

Pour ce qui concerne la réforme globale et définitive de la DGF « tant attendue », fixée par le PLF à 30,86 milliards celle-ci est reportée à un hypothétique projet de loi de finance pour une application en 2018, mais se voit toutefois relever son plafond d'écrêtement à 4% au lieu de 3%. Cette dotation s'élèverait à 30,86 milliards pour 2017 contre 33,2 en 2016.

Toutefois, au titre de la réforme d'ensemble de la DGF, la DSU a vu ses modalités de fonctionnement revues (*répartition de base aux 2/3 des communes de + 10000 habitants (contre 3/4) et application d'un coefficient multiplicateur pour la répartition de la hausse*). De même, il est à noter le principe de remplacement de la DGF par de la TVA pour les Régions pour 2018.

Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA), qui correspond au remboursement aux collectivités d'une partie de la TVA de leurs investissements et à compter de 2016 de leurs dépenses d'entretien des équipements (anciennement par nature inéligibles), est en repli de 9% avec un budget fixé à 5,524 milliards d'euros, conséquence logique de la baisse des investissements survenue depuis deux ans.

Quant aux « ajustements techniques », on retiendra principalement le maintien de la DGF négative qui prévoit un prélèvement sur les recettes fiscales des communes au titre de leur CRFP lorsque leur DGF est insuffisante (représentant 3 518 € par habitant sur 2015). Pour mémoire, la CRFP s'élevait pour 2016 à 1,84% des Recettes Réelles de Fonctionnement des communes.

#### **QUELQUES INDICATEURS :**

- L'objectif d'évolution de la dépense locale est fixé à +2% en 2017, dont +1,7% pour les seules dépenses de fonctionnement ;
- L'objectif de réduction du déficit public est fixé à 2,7% du PIB pour 2017 contre 3,3% attendu pour 2016 et 3,5% réalisé en 2015 (jugé improbable) ;
- La croissance retenue par le Gouvernement serait de +1,5% pour 2016 et 2017 (jugée trop optimiste) ;
- L'inflation prévisionnelle pour 2017 serait de l'ordre de 0,8 % contre 0,1% pour 2016 ;
- Le taux de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives, concernant les propriétés non bâties, immeubles industriels et l'ensemble des autres propriétés bâties, était de 0,9 % en 2015 et de 1% en 2016. Il n'est pas encore connu à ce jour pour 2017.

Si la situation financière des Collectivités semble connaître une amélioration sur 2015 (bien que contrastée entre collectivités), la Cour des Comptes, lors de la présentation de son rapport 2016 sur les finances publiques locales, précise que si la baisse des concours financiers de l'Etat a été compensée principalement par une forte progression des recettes fiscales (pas nécessairement qu'au niveau des taux), il est souhaitable que cette compensation relève d'une meilleure maîtrise des dépenses de fonctionnement et d'une priorisation des investissements au regard des impacts sur les frais de fonctionnement. La Cour rappelle également l'Etat sur ses responsabilités et sur la nécessité pour les acteurs locaux de pouvoir s'appuyer sur une plus grande prévisibilité de leurs ressources.

Les collectivités doivent poursuivre leur recherche d'économies et de recettes nouvelles pour ne pas risquer de trop forts déséquilibres financiers.

## **II – LA VILLE : LES ENGAGEMENTS DE L'EQUIPE MUNICIPALE**

Dans cet environnement financier territorial,

- préoccupant et contraint, marqué par une baisse constante des dotations de l'Etat et de réformes en cours qui impactent toutes les strates des collectivités locales, pourtant acteurs majeurs dans la croissance économique, en influant sur leurs capacités de financement,
- incertain, en raison d'échéances électorales nationales majeures en 2017 avec une possible remise en cause de décisions prises antérieurement,

il convient de maintenir la plus grande vigilance.

Le projet de Budget Primitif 2017 devra intégrer le contexte économique général, c'est-à-dire les contraintes liées à l'environnement économique et aux orientations définies par le Gouvernement notamment dans le cadre de la Loi de Finances 2017, ainsi que la situation financière locale, tout en répondant au mieux aux préoccupations de la population amilloise.

La Ville d'Amilly, par rapport à d'autres collectivités, bénéficie d'un atout important : le désendettement résultant d'une gestion efficace basée sur l'autofinancement, c'est-à-dire qu'elle finance ses investissements exclusivement sur ses fonds propres.

Toutefois, cette « bonne santé financière », qui relève d'une gestion rigoureuse depuis plusieurs années et qui a permis d'amortir pour partie l'impact brutal des réformes nationales en ne réduisant pas à néant sa capacité d'autofinancement, n'empêche pas la constante et forte diminution de sa marge financière destinée à financer la section d'investissement.

Malgré les contraintes financières précédemment énoncées, les élus réaffirment leur volonté de continuer à respecter leurs engagements électoraux :

- ne pas augmenter les taux des trois taxes locales (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties),
- et ne pas recourir à l'emprunt pour le financement des investissements, tout en maîtrisant le mieux possible le programme d'investissement et la politique de qualité du service public et maintien du niveau des prestations proposées aux amillois.

Les efforts faits dans le cadre des mesures d'économies mises en place précédemment et nos bonnes pratiques ne doivent pas faiblir ; sachant qu'une grande vigilance s'imposera concernant les dépenses courantes de fonctionnement, principal levier pour préserver notre capacité d'autofinancement pour les investissements et compenser la dynamique de la masse salariale qui représente une forte proportion des dépenses de fonctionnement. Cette maîtrise des dépenses doit donc être accompagnée de constantes mesures d'économies qu'il appartient à chacune et à chacun de mettre en œuvre.

Il est rappelé les 4 dispositions essentielles :

- 1) L'optimisation du fonctionnement des services grâce à une utilisation performante de l'outil informatique,
- 2) L'adhésion à des centrales d'achats mises en œuvre par le Département ou la Région,
- 3) La mutualisation des services (Projet de Schéma de mutualisation présenté au Conseil Municipal du 05/10),
- 4) La réduction des dépenses non essentielles.

Par ailleurs et pour information, l'Association des Maires du Loiret (AML 45), dans sa brochure de février 2016 relative à « l'art d'équilibrer son budget en période difficile », suggère à l'intention des collectivités une vingtaine de pistes susceptibles de dégager des marges de manœuvres financières, telles que :

- Recettes d'Investissement : optimisation du patrimoine immobilier communal, recherche systématique de subventions, constructions nouvelles (TA)...
- Dépenses d'Investissement : Choix stratégiques des investissements, stratégie financière (emprunt, trésorerie), optimisation de l'achat/utilisation du matériel...
- Dépenses de Fonctionnement : Renégociation de contrats/achats groupés, optimisation des services à la population, baisse concertée des subventions aux associations, économie d'énergies...
- Recettes de Fonctionnement : Hausse des taux d'imposition, optimisation des bases-abattement-exonérations, création de taxes/redevances, ajustement régulier des prix des services publics collectifs...

### Conclusion :

L'objectif du Budget Primitif 2017 sera établi sur les principes identiques à ceux de 2016, à savoir :

- un fonctionnement optimisé des services,
- un ajustement des dépenses au plus près des besoins réels et des réalisations précédentes,
- la prise en compte des dépenses liées au fonctionnement des nouveaux sites et services,
- la poursuite du programme de travaux engagés dont notamment les nouveaux bâtiments,
- une prestation correcte et satisfaisante répondant aux besoins des Amilloises et Amillois.

## SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

### A - LA MASSE SALARIALE

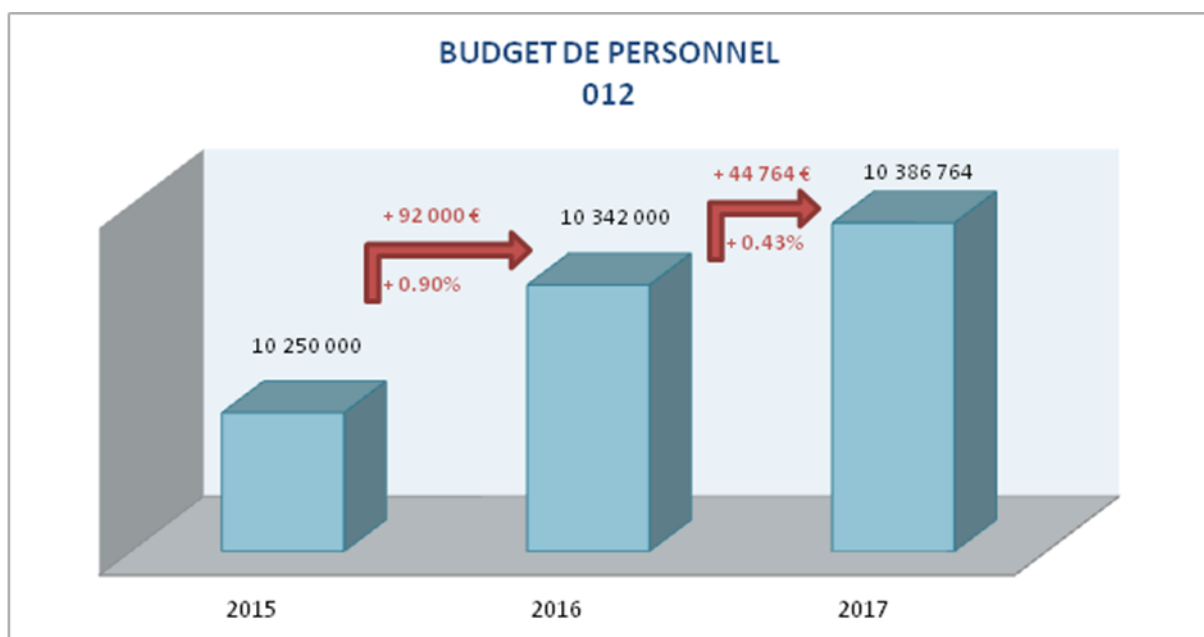
#### I – PERSONNEL COMMUNAL

Les charges de personnel représentent à elles seules l'un des premiers postes de dépenses de la collectivité.

En 2017 un budget de 10 386 764 € est prévu pour un effectif global sur l'année de 360 agents.

On ressort de ce budget, les éléments de rémunération suivants :

|  |             |
|--|-------------|
| Traitement de base                     | 5 665 692 € |
| NBI (Nouvelle Bonification Indiciaire) | 47 143 €    |
| Heures supplémentaires                 | 90 350 €    |
| Indemnités & Primes                    | 1 516 742 € |
| Avantages en nature                    | 13 912 €    |



On observe que l'évolution des dépenses en personnel est inférieure à 1% chaque année depuis 2015. En effet, ces dernières tendent à s'équilibrer chaque année du fait des départs en retraite d'une part et de l'évolution des différents taux de cotisations et des recrutements d'autre part.

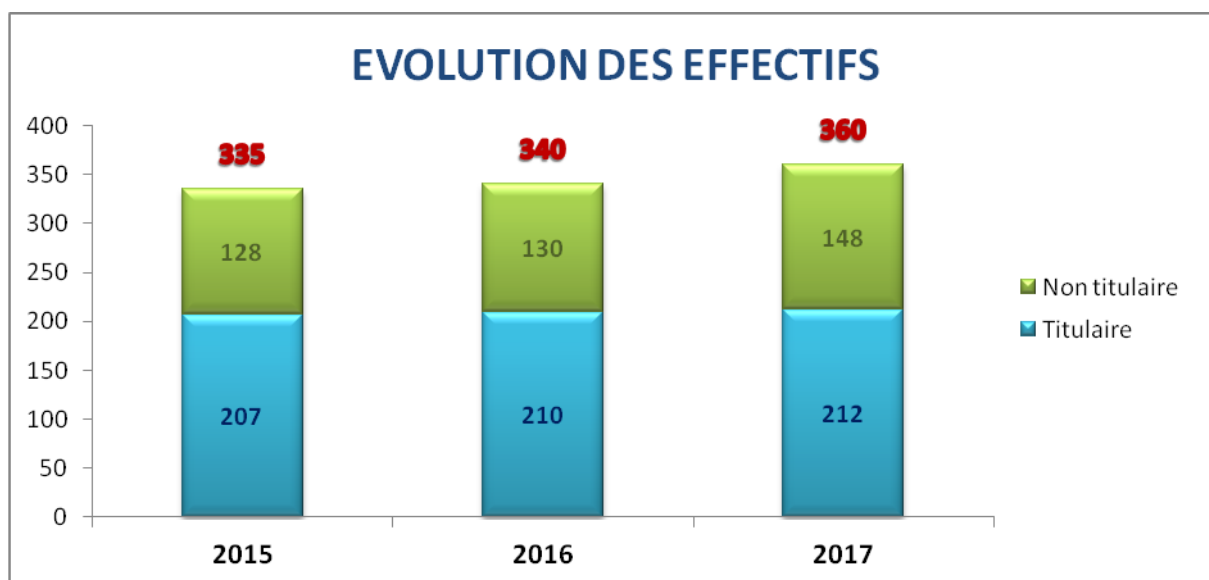


En 2016, l'augmentation de la charge a aussi été impactée par l'augmentation de la valeur du point d'indice (+0.6% en juillet). En 2017, cette valeur sera de nouveau revalorisée à hauteur de 0.6% (en février).

L'impact du Parcours Professionnels, Carrières et Rémunération (PPCR) est aussi notable dès 2016 sur les catégories B, un nouvel impact est prévu en 2017 et doit toucher l'ensemble des catégories. Le PPCR aura un impact budgétaire jusqu'en 2020.

Les taux de cotisations déjà prévus en 2017 sont :

- L'augmentation du plafond de la sécurité sociale : +1.6%
- L'augmentation du taux patronal de la CNRACL : +0.33%
- L'augmentation du taux patronal tranche A de l'IRCANTEC : +2.94%
- L'augmentation du taux patronal tranche B de l'IRCANTEC : +1.62%
- L'augmentation de la valeur du SMIC : +0.5%
- L'augmentation du taux d'AT : 0.59%



L'évolution de la masse salariale est bien entendu liée aux incidences des déroulements de carrières des agents et aux mouvements de personnel.

L'évolution du nombre de titulaires entre 2016-2017 est liée à :

- 5 départs en retraite prévus,
- 7 titularisations potentielles, liées aux remplacements des départs en retraite et à la transformation des CDD en titularisation.

L'évolution du nombre de non titulaires est liée à :

- 4 recrutements prévus dans le cadre de l'évolution du service Petite Enfance et de l'ouverture de la nouvelle crèche début 2017.
- L'ouverture du centre d'art contemporain a permis le recrutement de 2 agents fin 2016 et un poste supplémentaire est à prévoir en 2017.

- Le service informatique a été renforcé en 2016 par l'arrivée d'un agent en contrat d'avenir.
- Le service Ressources Humaines a été renforcé en 2016 par l'arrivée d'un assistant de prévention.
- Des postes ont été prévus pour renforcer les équipes en place.
- Chaque année, la collectivité a recours à des vacataires pour renforcer les équipes permanentes lors des différentes manifestations organisées par la ville.

Les effectifs présentés correspondent à :

- 73 ETP (équivalent temps plein) pour les non titulaires et 193 ETP pour les titulaires en 2017.
- 68 ETP pour les non titulaires et 192 ETP pour les titulaires en 2016.

## II – MUTUALISATION

Par Délibérations N°01 du 24/06/2015 et N°32 du 04/11/2015, la Ville a approuvé la création d'un service mutualisé d'instruction des autorisations d'urbanisme à l'AME ; ainsi que les modalités organisationnelles administratives, juridiques, techniques et financières.

Conformément à l'article 10 de la Convention d'instruction des autorisations d'urbanisme, cette prestation fera l'objet d'une tarification annuelle (*tarifs fixés dans convention x nombre d'actes*), dont le montant devra être communiqué aux différentes communes partenaires avant le 31/12 de l'année N pour être mandaté courant année N+1.

L'année **2016** a donc vu apparaître cette première facturation à hauteur de **8 250** euros (pour un budget de 9 000 euros) au titre des dossiers traités pour partie sur l'exercice 2015.

Pour **2017**, la dépense prévisionnelle relative aux dossiers 2016 a été évaluée à **33 500** euros.

Toutefois, l'AME nous a facturé cette dépense au titre de « personnel affecté par le GFP de rattachement ». De ce fait, cette dépense est assimilée à de la rémunération de personnel extérieur et fait donc partie intégrante du chapitre 012 « charges de personnel et frais assimilés ».

### III – SYNTHÈSE

Pour les années futures, la Ville peut prévoir une évolution à la hausse de sa masse salariale du fait de la revalorisation des grilles indiciaires. Toutefois, il est impossible à ce jour d'en évaluer la charge exacte du fait du PPCR (*Parcours Professionnels, Carrières et Rémunération*) et de ses Décrets en attente de parution pour les catégories C principalement majoritaires à la Ville. Il est précisé que l'impact des reclassements indiciaires liés au PPCR pour les trois catégories A, B et C sera étalé de 2017 à 2020, y compris de manière indirecte sur les charges.

Pour ce qui concerne le chapitre 012 annuel, celui-ci se composera dorénavant de la masse salariale de la Ville à proprement parler, majorée de la facturation liée à la mutualisation mise en place précédemment. Attention, ce principe ne vaut pas un acquis pour les mutualisations futures éventuelles.

Si on intègre l'AME, le ratio des dépenses de personnel avoisinerait les **62,6** % des Dépenses Réelles de Fonctionnement, alors qu'il était de **62,36** % pour le BP 2016 (*58,17* % BP/BS 2016).

| Année                   | Réalisé 2013   | Réalisé 2014   | Réalisé 2015    | Prévisionnel<br>2015 | Prévisionnel<br>2016 | Prévisionnel<br>2017 |
|-------------------------|----------------|----------------|-----------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| Chapitre 012 (Avec AME) | 9 359 033,51 € | 9 820 114,12 € | 10 030 724,91 € | 10 250 000,00 €      | 10 342 000,00 €      | 10 387 000,00 €      |
| <i>Evolution</i>        | 2,35%          | 4,93%          | 2,14%           | 4,24%                | 0,90%                | 0,44%                |

## SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

### B - LA DETTE COMMUNALE

Pour ce qui concerne la dette propre communale, aucun emprunt n'est inscrit au titre de l'exercice 2017, conformément aux engagements de l'équipe municipale d'autofinancer ses investissements.

La Ville peut se considérer comme désendettée car elle n'a pas d'emprunts réels en cours et pas d'autres dettes assorties de conditions particulières.

Toutefois, conformément aux conventions d'aide à l'investissement passées avec la CAF pour la construction de la Maison de la Petite Enfance et du Centre de Loisirs à la Pailleterie, la Ville, pour pouvoir bénéficier des subventions octroyées, n'a pas eu d'autres choix que d'accepter les prêts respectifs accordés et allant obligatoirement de pair avec lesdites subventions.

(1) Construction de la Maison de la Petite Enfance :

Un prêt de 208 000 euros a été octroyé et donc inscrit au BP 2016.

La CAF a procédé, sur l'exercice 2015, au versement de ce prêt à hauteur de 70%.

L'année 2016 a donc vu l'inscription de la première échéance due au titre du remboursement, à taux plein même si le solde du prêt est différé (crédit reporté).

Les caractéristiques de ce prêt sont les suivantes : Taux d'intérêt : 0% ; Durée du prêt : 9 ans ; Date des remboursements : chaque 1<sup>er</sup> Août de 2016 à 2024.

(2) Construction du Centre de Loisirs à la Pailleterie :

Un prêt de 451 290 euros serait accordé (*annonce dans l'attente d'une confirmation écrite*) et fera l'objet d'une inscription au budget primitif 2017.

Si l'on se base sur un principe de réciprocité, on peut escompter de la CAF, sur l'exercice 2017, un versement de ce prêt pour partie et l'année 2018 verrait par conséquent l'inscription de la première échéance due au titre du remboursement, à taux plein même si le solde du prêt est différé (crédit reporté).

La prospective relative au remboursement de la « dette » en capital (*pas de frais de gestion pour la partie fonctionnement*) pour les années à venir et calculée sur les caractéristiques du premier prêt accordé, a été établie comme suit :

| Dettes en capital                            | 2016   | 2017   | 2018   | 2019   | 2020   | 2021   | 2022   | 2023   | 2024   | 2025   | 2026   | Total   |
|--|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Maison de la Petite Enfance                  | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 25 000 | 8 000  |        |        | 208 000 |
| Centre de Loisirs *                          |        |        | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 55 000 | 11 290 | 451 290 |
| * En attente du tableau réel d'amortissement | 25 000 | 25 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 63 000 | 55 000 | 11 290 | 659 290 |

Il n'est pas prévu d'autre programme d'investissement jusqu'à la fin du mandat pouvant bénéficier de ce type de financement.

## SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

### C - LA FISCALITE LOCALE

#### I – TAUX COMMUNAUX

| Taxes fiscales locales | Taxe d'Habitation | Taxe Foncière Bâtie | Taxe Foncière Non Bâtie |
|------------------------|-------------------|---------------------|-------------------------|
| Taux                   | 20,50 %           | 30,34 %             | 73,72 %                 |

➤ La Taxe d'Habitation : **20,50 % depuis 2005** (*En 2003 et 2004 : 22,30 % - En 2002 : 24,24%*) ; Majoration de cinq points du taux d'abattement obligatoire pour charge de famille depuis 2006 (Pour chacune des 2 premières personnes à charge, le taux est porté de 10% à 15% ; pour chacune des personnes suivantes, le taux est porté de 15% à 20%)

➤ Taxe Foncière sur les propriétés Bâties : **30,34 % depuis 2002** ;

➤ Taxe sur les propriétés Non Bâties : **73,72 % depuis 2005** (*De 2002 à 2004 : 80,19%*) ;

➤ Intégration des taux de l'Agglomération dans nos taux en 2002 avec la création de la Communauté d'Agglomération à TPU (Taxe Professionnelle Unique). Transfert de la Taxe Professionnelle à l'AME au 1<sup>er</sup> janvier 2002 - Suppression de la Taxe Professionnelle au 1<sup>er</sup> janvier 2010 - Fiscalité de remplacement composée de la CFE (*Cotisation Foncière des Entreprises*), de la DCRTP (*Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle*), de la GIR (*Garantie Individuelle des ressources*), de la CVAE (*Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises*) et de l'IFER (*Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux*).

**Conformément au programme électoral, le taux des différentes taxes communales restera inchangé en 2017 dans le respect des engagements de la municipalité et jusqu'à la fin de ce mandat.**

**II – TAUX EXTERIEURS PRINCIPAUX**

| TAUX        |                                 | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          |
|-------------|---------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>TH</b>   | <b>AMILLY</b>                   | <b>20,50%</b> | <b>20,50%</b> | <b>20,50%</b> | <b>20,50%</b> | <b>20,50%</b> |
|             | MONTARGIS                       | 19,90%        | 19,90%        | 19,90%        | 19,90%        | 19,90%        |
|             | CHALETTE                        | 21,34%        | 21,34%        | 21,34%        | 21,34%        | 23,05%        |
|             | VILLEMANDEUR                    | 17,58%        | 17,58%        | 17,58%        | 17,58%        | 17,58%        |
|             | AME                             | 6,69%         | 6,69%         | 6,69%         | 6,69%         | 6,69%         |
|             | Moyens communaux nationaux      | 23,83%        | 23,88%        | 23,95%        | 24,19%        |               |
|             | Moyens communaux départementaux | 23,05%        | 23,06%        | 23,09%        | 23,17%        |               |
|             | Plafonds communaux (hors AME)   | 52,65%        | 52,83%        | 53,01%        | 53,19%        | 53,79%        |
| <b>TFB</b>  | <b>AMILLY</b>                   | <b>30,34%</b> | <b>30,34%</b> | <b>30,34%</b> | <b>30,34%</b> | <b>30,34%</b> |
|             | MONTARGIS                       | 35,22%        | 35,22%        | 35,22%        | 35,22%        | 35,22%        |
|             | CHALETTE                        | 30,31%        | 30,31%        | 30,31%        | 30,31%        | 32,73%        |
|             | VILLEMANDEUR                    | 28,49%        | 28,49%        | 28,49%        | 28,49%        | 28,49%        |
|             | DEPARTEMENT                     | 15,54%        | 17,06%        | 17,06%        | 17,06%        | 18,56%        |
|             | Moyens communaux nationaux      | 20,04%        | 20,11%        | 20,20%        | 20,52%        |               |
|             | Moyens communaux départementaux | 26,02%        | 26,01%        | 26,03%        | 26,12%        |               |
|             | Plafonds communaux              | 64,91%        | 64,96%        | 65,03%        | 65,08%        | 65,30%        |
| <b>TFNB</b> | <b>AMILLY</b>                   | <b>73,72%</b> | <b>73,72%</b> | <b>73,72%</b> | <b>73,72%</b> | <b>73,72%</b> |
|             | MONTARGIS                       | 43,02%        | 43,02%        | 43,02%        | 43,02%        | 43,02%        |
|             | CHALETTE                        | 68,89%        | 68,89%        | 68,89%        | 68,89%        | 74,40%        |
|             | VILLEMANDEUR                    | 60,78%        | 60,78%        | 60,78%        | 60,78%        | 60,78%        |
|             | AME                             | 2,94%         | 2,94%         | 2,94%         | 2,94%         | 2,94%         |
|             | Moyens communaux nationaux      | 48,79%        | 48,94%        | 48,53%        | 49,15%        |               |
|             | Moyens communaux départementaux | 44,45%        | 44,60%        | 44,68%        | 45,02%        |               |
|             | Plafonds communaux (hors AME)   | 118,23%       | 118,82%       | 119,41%       | 118,39%       | 119,94%       |
| CFE         | AME                             | 24,36%        | 24,36%        | 24,36%        | 24,36%        | 24,36%        |

**III – LES BASES LOCALES**

**EVOLUTION DES BASES, TAUX ET PRODUITS DES TAXES LOCALES ENTRE 2013 ET 2017 EN € (Prévisionnel)**

| ANNEE | NATURE  | TAXE       | EVOLUTION | TAXE             | EVOLUTION | TAXE                 | EVOLUTION | PRODUITS<br>PREVISIONNELS |
|-------|---------|------------|-----------|------------------|-----------|----------------------|-----------|---------------------------|
|       |         | HABITATION |           | FONCIERE<br>BATI |           | FONCIERE<br>NON BATI |           |                           |
| 2013  | BASE    | 17 071 000 | 5,96%     | 16 501 000       | 2,95%     | 110 700              | 0,73%     |                           |
|       | TAUX    | 20,50%     |           | 30,34%           |           | 73,72%               |           |                           |
|       | PRODUIT | 3 499 555  | 196 800   | 5 006 403        | 143 508   | 81 608               | 590       | 8 587 566                 |

**RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2017**

|      |         |            |         |            |         |         |        |           |
|------|---------|------------|---------|------------|---------|---------|--------|-----------|
| 2014 | BASE    | 17 378 000 | 1,80%   | 17 042 000 | 3,28%   | 110 300 | -0,36% | 8 814 346 |
|      | TAUX    | 20,50%     |         | 30,34%     |         | 73,72%  |        |           |
|      | PRODUIT | 3 562 490  | 62 935  | 5 170 543  | 164 139 | 81 313  | -295   |           |
| 2015 | BASE    | 17 553 000 | 1,01%   | 17 513 000 | 2,76%   | 112 700 | 2,18%  | 8 994 891 |
|      | TAUX    | 20,50%     |         | 30,34%     |         | 73,72%  |        |           |
|      | PRODUIT | 3 598 365  | 35 875  | 5 313 444  | 142 901 | 83 082  | 1 769  |           |
| 2016 | BASE    | 18 655 000 | 6,28%   | 18 054 000 | 3,09%   | 113 300 | 0,53%  | 9 385 384 |
|      | TAUX    | 20,50%     |         | 30,34%     |         | 73,72%  |        |           |
|      | PRODUIT | 3 824 275  | 225 910 | 5 477 584  | 164 139 | 83 525  | 442    |           |
| 2017 | BASE    | 18 822 895 | 0,90%   | 18 216 486 | 0,90%   | 114 320 | 0,90%  | 9 469 853 |
|      | TAUX    | 20,50%     |         | 30,34%     |         | 73,72%  |        |           |
|      | PRODUIT | 3 858 693  | 34 418  | 5 526 882  | 49 298  | 84 276  | 752    |           |

**EVOLUTION DES BASES, TAUX ET PRODUITS DES TAXES LOCALES ENTRE 2013 ET 2015 EN € (Réalisé)**

| ANNEE | NATURE  | TAXE       | EVOLUT. | TAXE             | EVOLUT. | TAXE                 | EVOLUT. | PRODUITS<br>PREVISIONNELS | ECARTS<br>REAL./PREV. | PRODUITS<br>ENCAISSES |
|-------|---------|------------|---------|------------------|---------|----------------------|---------|---------------------------|-----------------------|-----------------------|
|       |         | HABITATION |         | FONCIERE<br>BATI |         | FONCIERE<br>NON BATI |         |                           |                       |                       |
| 2013  | BASE    | 16 994 110 | 4,01%   | 16 501 603       | 2,55%   | 110 050              | -0,47%  | 8 571 508                 | -16 059               | 8 584 202             |
|       | TAUX    | 20,50%     |         | 30,34%           |         | 73,72%               |         |                           |                       |                       |
|       | PRODUIT | 3 483 793  | 134 163 | 5 006 586        | 124 473 | 81 129               | -381    |                           |                       |                       |
| 2014  | BASE    | 17 389 024 | 2,32%   | 17 046 222       | 3,30%   | 111 212              | 1,06%   | 8 818 559                 | 4 213                 | 8 830 986             |
|       | TAUX    | 20,50%     |         | 30,34%           |         | 73,72%               |         |                           |                       |                       |
|       | PRODUIT | 3 564 750  | 80 957  | 5 171 824        | 165 237 | 81 985               | 857     |                           |                       |                       |
| 2015  | BASE    | 18 083 002 | 3,99%   | 17 568 651       | 3,06%   | 112 753              | 1,39%   | 9 120 465                 | 125 574               | 9 213 286             |
|       | TAUX    | 20,50%     |         | 30,34%           |         | 73,72%               |         |                           |                       |                       |
|       | PRODUIT | 3 707 015  | 142 265 | 5 330 329        | 158 505 | 83 122               | 1 136   |                           |                       |                       |

Taxe d'Habitation - Dont Logement Sociaux : 36 834 € en 2015 ; 54 835 € en 2014 ; 59 019 € en 2013.

**IV – SYNTHÈSE**

Le taux annuel de revalorisation des bases faite par l'Etat n'étant pas connu à ce jour, l'enveloppe budgétaire 2017 relative à la fiscalité locale sera majorée au minimum d'environ 0,9% (+0,9% en 2015, +1% en 2016).

Conformément à l'hypothèse ci-dessus, le projet de budget 2017 verra donc l'inscription d'une somme de 9 470 000 euros au titre des contributions directes de TH et TF (contre 9 385 000 euros pour 2016).

Les autres recettes fiscales (à l'exclusion de la DSC et FPIC qui feront l'objet du point suivant) n'appellent pas d'observations particulières et feront l'objet d'une quasi reconduction dans leur montant pour 2017.

## SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE

### D - LES DOTATIONS

#### I – DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

Dans l'attente de la réforme de la DGF (*Dotation Globale de Fonctionnement*), et conformément à la décision du Gouvernement de diviser par deux l'effort sollicité auprès des Collectivités au titre de la CRFP, le Budget 2017 de la Ville se verra doter d'une prévision de DGF à hauteur de 530 000 €uros (contre 741 000 €uros l'an passé).

| DOTATIONS                   | 2013      | 2014      |          | 2015      |          | 2016    |          | 2017    |
|-----------------------------|-----------|-----------|----------|-----------|----------|---------|----------|---------|
| Montant / % Baisse          | -139 323  | -8,49%    | -405 987 | -27,04%   | -354 212 | -32,33% | -211 500 | -28,52% |
| DGF Forfaitaire             | 1 640 955 | 1 501 632 |          | 1 095 645 |          | 741 433 |          | 530 000 |
| Dont Contr redress Fin Publ |           | 142 945   | -358 881 |           | -365 741 |         | -181 500 |         |
| Dont Ecrêtement 3%/4%       |           |           | -45 049  |           | -32 869  |         | -30 000  |         |
| Dont Population, ...        |           |           | -2 057   |           | 44 398   |         |          |         |

*Estimation à droit constant sans évaluation des RRF réalisées à titre indicatif dans l'attente de la prochaine réforme.*

En 2016, la Ville a perdu 54,8% de sa DGF par rapport à 2013, ou ~67,7% en 2017 inclus.

#### II – ATTRIBUTION DE COMPENSATION (A C)

Après avoir connu une nouvelle baisse en 2016 suite au transfert du SICAm, l'AC versée par l'AME sera maintenue pour 2017 au niveau ci-dessous (5 138 500 euros) et pour les années suivantes. Ce montant pourrait éventuellement être revu à moyen terme au titre de l'avancement du schéma de mutualisation (Cf CM du 09/10/16) et des décisions qui pourraient en découler au regard de transferts de prestations/charges et de leurs financements.

|   |               | 2013           | 2014            | 2015                   | 2016                   | 2017            |
|---|---------------|----------------|-----------------|------------------------|------------------------|-----------------|
| A.C.  | Verst Mensuel | 5 221 536,72 € | 5 221 536,72 €  | 5 195 997,63 €         | 5 138 497,63 €         | 5 138 497,63 €  |
| <b>VARIATION DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION</b> |               |                | 0,00 €<br>0,00% | -25 539,09 €<br>-0,49% | -57 500,00 €<br>-1,11% | 0,00 €<br>0,00% |
|   |               |                |                 | -0,49%                 | -1,59%                 | -1,59%          |



**III – DOTATION DE SOLIDARITE (DSC) / FONDS DE PEREQUATION INTERCOMMUNAL (FPIC)**

Dans l'attente de la décision annuelle qui sera prise par l'AME courant 2017, la prévision 2017 relative à la DSC versée par l'AME (hors FPIC) à la Ville a été établie sur une nouvelle diminution d'environ 31% du montant à percevoir (base 2016), soit une inscription arrondie à 242 000 euros comme ci-dessous.

|  | 2013          | 2014                            | 2015                          | 2016                            | 2017                            |
|--|---------------|---------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|---------------------------------|
| F.P.I.C. Contraction Dép-Rec                 | -37 950,00 €  | 19 413,00 €                     | 13 942,00 €                   | -7 688,00 €                     | -15 000,00 €                    |
| D.S.C. 1ère & 2ème Part                      | 700 870,03 €  | 546 680,00 €                    | 511 345,00 €                  | 352 023,00 €                    | 242 000,00 €                    |
|  | (depuis 2010) | -154 190,03 €                   | -35 335,00 €                  | -159 322,00 €                   | -110 023,00 €                   |
| <b>TOTAL</b>                                 | 662 920,03 €  | 566 093,00 €                    | 525 287,00 €                  | 344 335,00 €                    | 227 000,00 €                    |
| <b>VARIATION DE LA D.S.C. ET DU F.P.I.C.</b> |               | <b>-96 827,03 €</b><br>-14,61%  | <b>-40 806,00 €</b><br>-7,21% | <b>-180 952,00 €</b><br>-34,45% | <b>-117 335,00 €</b><br>-34,08% |
|  |               |                                 | <b>-20,76%</b>                | <b>-48,06%</b>                  | <b>-65,76%</b>                  |
| <b>VARIATION DE LA D.S.C.</b>                |               | <b>-154 190,03 €</b><br>-22,00% | <b>-35 335,00 €</b><br>-6,46% | <b>-159 322,00 €</b><br>-31,16% | <b>-110 023,00 €</b><br>-31,25% |
|  |               |                                 | <b>-27,04%</b>                | <b>-49,77%</b>                  | <b>-65,47%</b>                  |

Quant au FPIC, il a été prévu une inscription légèrement moindre dans l'attente des données définitives, même si le gouvernement table sur une reconduction de l'enveloppe globale (la réforme de la péréquation étant très fortement sollicitée par ailleurs).

Vous trouverez ci-dessous, l'évolution de la DSC et du FPIC pour les quatres principales communes de l'AME, de 2013 à 2016.

|      |                 | Amilly   | DSU<br>Montargis | DSU<br>Châlette | DSR<br>Villemandeur | AME      |
|------|-----------------|----------|------------------|-----------------|---------------------|----------|
| 2016 | D.S.C.          | 352 023  | 363 529          | 295 118         | 155 802             |          |
|      | F.P.I.C.        | -7 688   | 230 858          | 202 912         | 71 971              | -110 189 |
|      | Total           | 344 335  | 594 387          | 498 030         | 227 773             | -110 189 |
|      | Ecarts N/N-1    | -180 952 | -91 668          | -111 353        | -69 769             | -181 118 |
|      |                 |          | Pas de prélèvt   | Pas de prélèvt  |                     |          |
| 2015 | D.S.C.          | 511 345  | 553 795          | 438 092         | 228 411             |          |
|      | F.P.I.C.        | 13 942   | 132 260          | 171 291         | 69 131              | 70 929   |
|      | Total           | 525 287  | 686 055          | 609 383         | 297 542             | 70 929   |
|      | Ecarts N/N-1    | -40 806  | -20 035          | 7 248           | 1 839               | -17 033  |
|      |                 |          |                  | Pas de prélèvt  |                     |          |
| 2014 | D.S.C.          | 546 680  | 603 448          | 474 478         | 243 026             |          |
|      | F.P.I.C.        | 19 413   | 102 642          | 127 657         | 52 677              | 87 962   |
|      | Total           | 566 093  | 706 090          | 602 135         | 295 703             | 87 962   |
|      | Ecarts N/N-1    | -96 827  | -56 913          | -24 510         | -16 142             | 219 659  |
|      |                 |          |                  | Pas de prélèvt  |                     |          |
| 2013 | D.S.C.          | 700 870  | 770 559          | 610 149         | 319 500             |          |
|      | F.P.I.C.        | -37 950  | -7 556           | 16 496          | -7 655              | -131 697 |
|      | Total           | 662 920  | 763 003          | 626 645         | 311 845             | -131 697 |
|      |                 |          |                  | Pas de prélèvt  |                     |          |
|      | Ecart 2016/2013 | -318 585 | -168 616         | -128 615        | -84 072             | 21 508   |

|      |                         | Amilly    | Montargis | Châlette | Villemandeur |
|------|-------------------------|-----------|-----------|----------|--------------|
| 2016 | Potentiel Fiscal/Hbt    | 1300,92   | 858,32    | 979,38   | 843,87       |
|      | Potentiel Financier/Hbt | 1384,96   | 1186,6    | 1155,27  | 931,57       |
|      | Revenu/Hbt              | 14 358,96 | 11 748,87 | 9 508,99 | 13 714,82    |

**SITUATION FINANCIERE DE LA VILLE**

**E - RATIOS, CAPACITE FINANCIERE**

**I – RATIOS BUDGETAIRES VILLE**

L'ensemble des ratios relatifs aux crédits budgétaires, tant en dépenses qu'en recettes, de l'exercice 2016 sont indiqués dans la Décision Modificative n°1 (*Budget Supplémentaire*) page 4.

**Informations financières :  
Ratios communaux extraits des documents budgétaires de l'exercice 2016**

**Population Ville : 12 930 habitants**

|    | Libellé   | Valeurs<br>Amilly<br>CA 2013 | Valeurs<br>Amilly<br>CA 2014 | Valeurs<br>Amilly<br>CA 2015 | Valeurs<br>Amilly<br>BP 2016 | Valeurs<br>Amilly<br>BP+BS 2016 | Valeurs<br>Nationales<br>CA 2015 |
|----|---|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| 1  | Dépenses réelles de fonctionnement / Population   | 1 172,66 €                   | 1 179,85 €                   | 1 197,54 €                   | 1 328,68 €                   | 1 375,02 €                      | 1 142 €                          |
| 2  | Produit des impositions directes (7311) / Population  | 701,50 €                     | 707,50 €                     | 738,78 €                     | 728,41 €                     | 725,83 €                        | 532 €                            |
| 3  | Recettes réelles de fonctionnement (hors 002) / Population  | 1 603,76 €                   | 1 587,23 €                   | 1 586,28 €                   | 1 505,49 €                   | 1 468,21 €                      | 1 325 €                          |
| 4  | Dépenses d'équipement brut (hors 458*) / Population   | 597,06 €                     | 701,85 €                     | 613,49 €                     | 304,79 €                     | <sup>(1)</sup> 1 865,72 €       | 269 €                            |
| 5  | Encours de dette (au 1 <sup>er</sup> janvier) / Population  | 0,00 €                       | 0,00 €                       | 0,00 €                       | 16,68 €                      | 16,09 €                         | 946 €                            |
| 6  | DGF (7411) / Population   | 134,10 €                     | 120,30 €                     | 87,86 €                      | 56,13 €                      | 57,31 €                         | 206 €                            |
| 7  | Dépenses de personnel (012) / Dépenses réelles de fonctionnement  | 65,22 %                      | 66,68 %                      | 67,16 %                      | 62,36 %                      | 58,17 %                         | 58,14 %                          |
| 8  | Dépenses de fonctionnement et Remboursement de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement | 73,12 %                      | 74,33 %                      | 75,49 %                      | 88,39 %                      | 93,78 %                         | 93,21 %                          |
| 9  | Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement   | 37,23 %                      | 44,22 %                      | 38,67 %                      | 20,25 %                      | <sup>(1)</sup> 127,07 %         | 20,30 %                          |
| 10 | Encours de la dette / Recettes réelles de fonctionnement  | 0,000                        | 0,000                        | 0,011                        | 0,011                        | 0,011                           | 0,714                            |

(1) : Il est rappelé que le BS (Décision Modificative N°1 ou Budget Supplémentaire) intègre à la fois les propositions nouvelles faites au titre de l'exercice en cours ainsi que les crédits des Restes A Réaliser de l'exercice antérieur reportés sur l'exercice en cours.

## II –CAPACITES FINANCIERES DE LA VILLE

⇒ Des ratios énoncés précédemment, on en ressort les principales composantes de l'autofinancement 2015 qui sont :

|   | Montants   | €/Hbt<br>Commune | €/Hbt<br>Département | €/Hbt<br>Région | €/Hbt<br>National |
|---|------------|------------------|----------------------|-----------------|-------------------|
| Excédent Brut de Fonctionnement                                     | 4.701.727  | 377              | 213                  | 222             | 215               |
| Résultat comptable  | 4.262.828  | 342              | 147                  | 145             | 132               |
| Produits de fonctionnement réels                                    | 19.728.918 | 1.582            | 1.465                | 1.369           | 1.325             |
| Charges de fonctionnement réelles                                   | 14.927.189 | 1.197            | 1.280                | 1.174           | 1.142             |
| Capacité d'autofinancement brute = CAF                              | 4.801.729  | 385              | 185                  | 194             | 183               |
| Produits de cessions d'immobilisations                              | 46.278     | 4                | 16                   | 41              | 22                |
| CAF nette de remboursements de dettes bancaires et assimilées       | 4.801.729  | 385              | 87                   | 71              | 90                |
| CAF nette de remboursements réels de dettes bancaires et assimilées | 4.801.729  | 385              | 87                   | 82              | 94                |

⇒ Pour l'exercice en cours (année 2016), sur les crédits prévisionnels

- **l'épargne brute\***(ou autofinancement brut) est de l'ordre de **2 205 000 €**
- **l'épargne nette\*** est de l'ordre de **2 180 000 €**

- l'épargne de gestion est égale aux recettes réelles déduction faite des dépenses réelles et intérêts de la dette.

- l'épargne brute est égale aux recettes réelles déduction faite des dépenses réelles.

- l'épargne nette est égale à l'épargne de gestion déduction faite du remboursement de la dette en capital.

Pour l'exercice **2017**, l'épargne brute et l'épargne nette seraient de l'ordre respectivement de **2 115 000 €** et **2 090 000 €**.

⇒ Concernant **le prélèvement** de la section de fonctionnement, pour financer la section d'investissement, et après avoir connu deux baisses successives en 2015 puis 2016, ce dernier devrait être maintenu pour 2017 à son niveau de 2016 soit **1 500 000 d'euros**.

| 2013        | 2014        | 2015        | 2016        | 2017               |
|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------------|
| 2 700 000 € | 2 700 000 € | 2 000 000 € | 1 500 000 € | <b>1 500 000 €</b> |
| 0,00%       | 0,00%       | -25,93%     | -25,00%     | 0,00%              |

## LES PROJETS MUNICIPAUX

### A - SECTION DE FONCTIONNEMENT

Après analyse des principaux points vus précédemment, il résulte de tous ces paramètres que la section de fonctionnement du budget 2017 devrait s'établir aux alentours de 18,8 Millions d'euros, soit une diminution d'environ 1,3 millions d'euros par rapport au BP/BS de l'an passé (ou 300 000 euros si l'on déduit l'inscription sur le budget 2016 de la section de fonctionnement d'une partie de l'excédent de fonctionnement 2015).

A noter que le budget primitif 2017, grâce à la gestion vigilante de la Ville et malgré le contexte actuel, avoisinera le montant du budget primitif 2016 (18,8 millions contre 18,9 millions).

#### I – LES RECETTES

Compte tenu du taux d'inflation prévisionnel fixé par l'Etat pour 2017 à 0,8 % , il est proposé une révision des tarifs des prestations dans le même ordre de grandeur, soit 1% comme pour l'an passé.

Toutefois, après concertation et validation par les services de la CAF du Loiret, les tarifs 2017 du Service Education/Enfance seront déterminés en fonction des 6 tranches de quotient, ce qui impliquera concrètement une légère diminution des recettes pour l'accueil de loisirs sans hébergement (*principe de calcul avec « taux d'efforts » l'an passé*).

Il pourra être également noté une éventuelle diminution due à la réorganisation des modalités liées aux classes découvertes.

Concernant les participations, il pourra être noté une diminution de la DGF et de l'aide pour les contrats d'avenir ; ainsi qu'un maintien minimum des participations CAF (*Ville intégrée dans la phase d'expérimentation suite à la refonte des contrats Enfance Jeunesse*).

Concernant les recettes fiscales, la revalorisation des bases locatives de Taxe d'Habitation 2015 pour les produits 2016 permet de compenser pour partie la baisse de la DSC.

Les autres recettes n'appellent pas d'observations particulières. Le bénéfice du FCTVA pour les dépenses de fonctionnement n'aura une incidence budgétaire qu'à compter du budget 2018.

#### II – LES DEPENSES

Comme indiqué précédemment, les crédits budgétaires des services alloués l'année précédente ont été réajustés pour 2017 pour partie au vu des réalisations antérieures et prévisions 2016, en les modulant au regard des besoins réels afin d'équilibrer le budget.

## RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES POUR L'EXERCICE 2017

Les charges à caractère général connaîtront une diminution qui sera principalement compensée par une hausse des chapitres « 012 » pour le personnel (prestation AME) et « 65 » pour les subventions (classes découvertes).

Les autres dépenses n'appellent pas d'observations particulières hormis une baisse non négligeable du montant de la dotation aux amortissements qui passerait de 730 000 euros à 640 000 euros pour 2017.

### III – LES MASSES BUDGETAIRES DES EXERCICES 2013 à 2017

La section de fonctionnement - (Opérations réelles correspondant aux dépenses nettes de fonctionnement).

| PRODUITS | <i>Libellé</i>  | <i>Exécution 2013</i> | <i>Exécution 2014</i> | <i>Exécution 2015</i> | <i>Crédits 2016<br/>(BP/BS)</i> | <i>Enveloppe 2017<br/>prévisionnelle</i> |
|----------|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------------------|--|
|          | Fiscalité - TH, TFB, TFNB et Autres taxes (C73)       | 9 507 134 €           | 9 633 672 €           | 10 100 040 €          | 10 231 100 €                    | 10 322 500 €                             |
|          | Fiscalité reversée par l'AME (C73)                    | 5 922 407 €           | 5 768 217 €           | 5 707 343 €           | 5 484 500 €                     | 5 380 500 €                              |
|          | Dotations État, Compensations et Participations (C74) | 2 768 116 €           | 2 795 031 €           | 2 445 275 €           | 1 929 350 €                     | 1 700 000 €                              |
|          | Recettes tarifaires (C70)                             | 1 290 185 €           | 1 309 873 €           | 1 327 232 €           | 1 235 800 €                     | 1 200 000 €                              |
|          | Excédent de Fonctionnement de l'exercice précédent    |                       |                       | 350 000 €             | 1 000 000 €                     |  |

| CHARGES | <i>Libellé</i>  | <i>Exécution<br/>2013</i> | <i>Exécution<br/>2014</i> | <i>Exécution<br/>2015</i> | <i>Crédits 2016<br/>(BP/BS)</i> | <i>Enveloppe 2017<br/>prévisionnelle</i> |
|---------|---|---------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------------|--|
|         | Masse salariale du personnel (C012)                                   | 9 359 034 €               | 9 820 114 €               | 10 030 725 €              | 10 342 000 €                    | 10 387 000 €                             |
|         | Charges à caractère général (C011)                                    | 4 434 246 €               | 4 307 020 €               | 4 184 134 €               | 6 304 874 €                     | * 5 241 000 €                            |
|         | Subventions et contributions - Indemnités des Maire et Adjoints (C65) | 720 190 €                 | 702 043 €                 | 711 433 €                 | 896 006 €                       | 812 000 €                                |
|         | Prélèvement pour l'investissement en prévision (C023)                 |                           |                           |                           | 1 500 000 €                     | 1 500 000 €                              |
|         | Prélèvement inclus dans l'excédent de fonctionnement                  | 2 700 000 €               | 2 700 000 €               | 1 500 000 €               |                                 |  |

(\*) L'enveloppe relative à l'affectation de la quote-part du résultat excédentaire de l'exercice 2015 en section de fonctionnement, à savoir 1 million d'euros (dont 800 000 euros au chapitre « 011 ») qui a été inscrite à la Décision Modificative N°1 du Budget 2016 ne sera pas reconduite au Budget Primitif 2017.

## LES PROJETS MUNICIPAUX

### B - SECTION D'INVESTISSEMENT

S'agissant des investissements, la priorité sera donnée aux opérations en cours et ceux restant à programmer et à financer au regard des subventions obtenues et de l'épargne dégagée en faveur de l'équipement qui diminue annuellement.

#### I – LES RECETTES

Compte tenu du niveau du prélèvement qui sera opéré sur la section de fonctionnement (1,5 Millions d'euros), des dotations aux amortissements (640 000 €), des subventions/prêts d'investissement (~702 000 €) et des recettes propres à cette section (dont FCTVA et Taxe d'Aménagement pour 1,24 millions d'euros), la Ville devrait pouvoir disposer d'une enveloppe de 4 Millions d'euros (*hors opération sous mandat*) pour financer les programmes retenus.

| Enveloppe d'équipement   | BP 2015 | BP/BS 2015 | BP 2016 | BP/BS 2016 | Prévisionnel 2017 |
|--|---------|------------|---------|------------|-------------------|
| Recettes hors excédents (FCTVA, TA, Subventions, Prélèvement)  | 4,56 M€ | 4,87 M€    | 3,13 M€ | 3,86 M€    | 3,44 M€           |
| Dépenses d'équipement (hors opérations sous mandat et reports) | 5,27 M€ | 7,86 M€    | 3,80 M€ | 6,78 M€    | 4,00M€            |

#### II – LES DEPENSES

##### ■ LES ACQUISITIONS – enveloppe de 240 000 €

➤ *Le matériel* : 200 000 €

- Des enveloppes habituelles pour le matériel et mobilier de bureau, pour des équipements techniques ou spécifiques aux activités ou équipement des nouvelles constructions (extension Taraud, Tanneries), pour des véhicules ; ainsi que pour l'informatique, matériels et logiciels pour les services administratifs/activités de la ville.

➤ *Le foncier* : 40 000 €

- Des enveloppes pour des acquisitions de terrains de voirie (rues de Mormant et Tuilerie), terrains nus (plans d'eau Vallée du Loing, Pailleterie)...

■ LA VOIRIE – enveloppe de 1,16 Million d'euros :

➤ *Des travaux neufs* sont prévus pour la Rue des Blards et la Rue du Port ; ainsi que des réfections ponctuelles sur d'autres voies (*maintien du marché d'entretien : 500 000 Euros*). Les marchés de travaux neufs seront lancés sous forme de tranches au vu de leur estimation financière.

➤ Des études pour l'aménagement urbain de la Rue de la Libération (*Eglise Saint Martin à Rue de Coulevreux*)...

➤ Des enveloppes habituelles pour la poursuite des travaux *de défense incendie et de l'éclairage public*, avec le remplacement/renouvellement des candélabres et appareillages vieillissants (continuité du marché).

➤ Une enveloppe pour des travaux divers tels que l'enfouissement de réseaux (Rue de la Libération), l'extension de la vidéoprotection...

■ LES BATIMENTS – enveloppe de 2,5 Millions d'euros

➤ La poursuite des *opérations commencées ou programmées pouvant nécessiter des ajustements d'enveloppe* : l'extension de la Maison Taraud, de l'école de Saint Firmin maternelle, la réhabilitation de l'Eglise de Saint Firmin...

➤ Pas de *nouveaux programmes mais la réalisation des opérations précédemment inscrites ou commencées* dont notamment la reconstruction de la Mairie, la réhabilitation de la Maison Mory et du site du Clos-Vinot élémentaire (école et gymnase), le restaurant scolaire du groupe de Viroy...

➤ Une enveloppe pour des travaux dans divers bâtiments administratifs, communaux, scolaires, culturels, sportifs ....

Le programme électoral de 2014 est ainsi bien engagé et se poursuivra d'ici la fin du mandat par l'inscription de crédits supplémentaires, principalement sur les exercices 2018 et 2019, pour financer en totalité les projets suivants : la Mairie, la Maison Mory, l'école élémentaire du Clos-Vinot, le restaurant scolaire du groupe de Viroy et le gymnase du Clos-Vinot.

**III – LES MASSES BUDGETAIRES DES EXERCICES 2013 à 2017**

| PRODUITS | Libellé   | Exécution 2013    | Exécution 2014    | Exécution 2015    | Crédits 2016 (BP/BS/RC) | Crédits 2016 (BP) | Enveloppe 2017 prévisionnelle |
|----------|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------------|-------------------|-------------------------------|
|          | Excédents d'investissement et de Fonctionnement de l'exercice précédent | 18 921 579 €      | 18 640 924 €      | 17 270 812 €      | 18 392 420 €            |                   |                               |
|          | FCTVA et TLE/TA (Dotations de l'État) (C10)                             | 832 984 €         | 1 173 783 €       | 1 173 853 €       | 1 195 500 €             | 1 100 000 €       | 1 240 000 €                   |
|          | Subventions d'investissement / Prêt (C13/C16)                           | 907 042 €         | 1 342 583 €       | 2 567 292 €       | 1 836 400 €             | 531 000 €         | 702 000 €                     |
|          | Opérations sous mandat (AME) (C458)                                     | 260 234 €         | 466 948 €         | 167 288 €         | 754 500 €               | 173 000 €         | 128 000 €                     |
|          | Prélèvement du fonctionnement en prévision (C021)                       | Voir Dépenses FCT | Voir Dépenses FCT | Voir Dépenses FCT | 1 500 000 €             | 1 500 000 €       | 1 500 000 €                   |

| CHARGES | Libellé  | Exécution 2013 | Exécution 2014 | Exécution 2015 | Crédits 2016 (BP/BS/RC) | Crédits 2016 (BP) | Enveloppe 2017 prévisionnelle |
|---------|--|----------------|----------------|----------------|-------------------------|-------------------|-------------------------------|
|         | Acquisitions (terrains, matériel,...) (C20/21) | 853 197 €      | 715 618 €      | 460 926 €      | 1 503 500 €             | 202 000 €         | 240 000 €                     |
|         | Travaux de Voirie (C23/21)                     | 2 594 328 €    | 1 732 929 €    | 2 702 601 €    | 2 877 240 €             | 1 178 000 €       | 1 160 000 €                   |
|         | Travaux de Bâtiments (C23/21)                  | 3 641 131 €    | 6 064 998 €    | 4 366 709 €    | 19 643 000 €            | 2 321 000 €       | 2 500 000 €                   |
|         | Travaux en régie Bâtiment et Voirie            | 217 574 €      | 253 498 €      | 120 567 €      | 100 000 €               | 100 000 €         | 100 000 €                     |
|         | Opérations sous mandat (C458)                  | 492 186 €      | 520 452 €      | 240 634 €      | 399 260 €               | 173 000 €         | 128 000 €                     |

Il est rappelé que les opérations sous mandat (principalement avec l'AME) doivent s'équilibrer en dépenses et en recettes au regard des réalisations à la fin de chaque opération.

**Les membres du Conseil Municipal sont invités à débattre sur le Rapport d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2017 et à prendre acte de ce débat.**